



HAL
open science

Note Lecture.Traité d'économie hérétique

Jean-Pierre Durand

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Durand. Note Lecture.Traité d'économie hérétique. Nouvelle Revue du travail, 2018.
hal-03915619

HAL Id: hal-03915619

<https://hal.science/hal-03915619>

Submitted on 29 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thomas Porcher, *Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant*, Paris, Fayard, 2018, 232 pages.

Jean-Pierre Durand

Les sociologues, y compris ceux du travail voire de l'emploi, entretiennent assez souvent une certaine distance avec l'économie qui leur paraît à la fois complexe, obscure et peu pertinente dans ses recommandations aux politiques. Le livre de Thomas Porcher devrait nous réconcilier avec l'économie car, non seulement il est facile d'accès mais il montre que l'économie est plurielle quoique ces fameuses recommandations soient contraires à l'émancipation des individus et des sociétés.

En effet, l'ouvrage part du constat que « l'économie n'est pas une science » et que l'économie dominante s'inscrit dans un cadre de pensée —celui de l'économie néo-classique— dont elle refuse de débattre des fondements tout en faisant passer ses propositions pour les seules à être raisonnables : alors, tous les contestataires de ce cadre de pensée feraient de l'idéologie. L'ouvrage souligne en quoi l'économie est un rapport de forces et en quoi elle devrait être un lieu de débats, lesquels n'ont pas lieu en raison de la chape de plomb médiatique et académique transformant les avis du *main stream* en évidences incontournables (chapitre sur la soumission volontaire). Il montre aussi comment les thèses considérées un jour comme inacceptables (par exemple la quatrième puis la cinquième semaine de congés payés en Europe) entrent dans les faits et se banalisent. En résumé, toutes les évidences économiques reprises par la Commission européenne et les gouvernements reposent sur des *a priori* dont il faut nécessairement douter pour proposer des alternatives bien plus pertinentes que celles des économistes dominants, pour atteindre les objectifs de bonheur partagé que ces derniers déclarent faire leurs !

De chapitre en chapitre, l'auteur démonte le mythe de la réussite individuelle, réfute la thèse de la flexibilité de l'emploi pour créer des emplois, démontre en quoi l'acharnement à casser le modèle social français n'a pas pour ressort la relance pour tous mais la profitabilité pour une minorité. Il traite aussi de « l'hypocrisie climatique » qui place des cautères (taxe carbone, promesses d'investissement dans les énergies renouvelables, etc.) sur une jambe de bois, montre en quoi « le libre-échange est une arme de domination massive » des pays et des entreprises les plus forts sur les autres et combien le rôle de la Commission européenne ou du FMI est néfaste et va à contresens des objectifs déclarés.

À propos de la dette publique, l'auteur montre que les niveau d'endettement des États n'est pas un problème, en particulier si on le compare à l'endettement des familles (ce que font les libéraux en permanence), sans compter que les familles ou les personnes ont une durée de vie limitée, à la différence des États —ce qui souligne l'ineptie de la comparaison. Par ailleurs, les États-Unis qui ont choisi la relance par l'endettement public ont une croissance bien plus élevée que les pays européens acceptant le joug de la Commission européenne et de la BCE qui ont préféré l'austérité : ainsi, nombre de régions françaises ou de pays européens sont aujourd'hui plus pauvres qu'avant la crise de 2007. Le cas de la Grèce, examiné avec soin dans une démonstration courte et pédagogique, en est l'exemple le plus flagrant.

Les attaques contre le modèle social français dénie le rôle du salaire indirect (prestations sociales, santé et éducation gratuites...) dans la croissance économique ; la dérégulation des services publics (transférés au privé lorsqu'ils peuvent être profitables ou affaiblis et démantelés pour les autres), organisée par la Commission européenne, participe au développement des inégalités sociales (donc scolaires et culturelles) au moment où l'on monte en épingle les fraudes aux prestations sociales (677 millions d'euros en 2015 en France) en taisant les fraudes fiscales (21 milliards d'euros). Pourtant, la réorganisation et les investissements dans les services publics conduiraient à un nouveau cercle vertueux de croissance du PIB ; mais les gouvernement successifs préfèrent alléger les impôts sur les bénéficiaires des entreprises et sur les grandes fortunes dont on sait aujourd'hui qu'ils ne conduisent ni aux investissements productifs ni au retour du capital réfugié dans les paradis fiscaux.

Ce *Traité d'économie hérétique* appelle toutefois la critique sur quelques points. On peut s'étonner du recours à usage du terme de « capital humain » dont la plupart des sociologues rejettent l'usage depuis que, sous l'influence de Marx, il est admis que le capital économique (machines, usines, finances...) n'est pas de même nature que la force de travail humains, ni ne peut jouer le même rôle dans le développement économique et la production de profits. De la même manière, il est fait usage du terme de « crise pétrolière » pour expliquer les difficultés économiques de la fin de la décennie 1970 alors que les spécialistes de l'économie pétrolière ont montré le faible impact de l'augmentation du prix du pétrole dans celles-ci¹. On peut aussi débattre des causes de la fin des Trente Glorieuses, la conjonction de la baisse des gains de productivité dans l'industrie et l'épuisement de la norme de consommation expliquant largement la baisse de rentabilité du capital au tournant des années 1970-80. Enfin, si l'ouvrage se termine par une dizaine de « principes d'autodéfense contre la pensée dominante » fort bienvenus, le lecteur reste sur sa faim quant aux conditions pour sortir, en tant qu'Européen convaincu, de cette Europe de la Commission de Bruxelles qui organise l'ultra-libéralisme à travers des mesures qui renforcent les inégalités citoyennes dans tous les champs de nos sociétés.

Mis à part ces quelques réserves, cet ouvrage devrait passer dans toutes les mains des sociologues afin d'éviter les publications qui détachent le social de ses fondements économiques lesquels, dans la plupart des objets sociologiques travaillés, jouent un rôle trop souvent sous estimé voire oublié. Enfin on ne vantera jamais assez la qualité pédagogique de cet ouvrage compréhensible et opératoire pour nous tous, avec des objets et des chapitres bien séparés disponibles pour tous les usages.

¹ Voir par exemple Jean-Marie Chevalier, *Le nouvel enjeu pétrolier*, Paris Calmann-Lévy, 1973.